

Abandonnons cette théorie du relèvement de la production afin d'éviter le chômage ou de la diminution du rendement pour sauvegarder les recettes.

Peut-être les dirigeants anglais songeaient-ils que c'était l'Amérique capitaliste qui était venu à la rescousse de leur pays jadis si prospère et de tous les autres pays intéressés.

Un dernier mot et je termine,—à votre grand soulagement, j'en suis sûr. De temps à autre, on a tenté chez nous de soulever les classes les unes contre les autres, de souligner un état de choses qui a tant ennuyé certains pays européens. Même l'Angleterre que tous nous admirons et aimons sincèrement a eu beaucoup à souffrir des inégalités sociales. N'est-ce pas Disraeli qui a dit qu'en l'Angleterre il y avait deux races? Il n'y a pas encore très longtemps, le garçon de treize ans habitant les taudis était de cinq pouces plus court que son compagnon de l'école privée. Cette situation est en train de disparaître et c'est tant mieux. Bientôt nous ne verrons plus en Angleterre cette flétrissure sociale, cet état d'infériorité où se trouvaient certaines classes de la société. De telles inégalités sociales n'ont jamais existé chez nous. Comment auraient-elles été possibles dans un pays où 99.9 p. 100 des jeunes fréquentent les mêmes écoles. Nous nous exprimons tous de la même façon. Il n'existe pas d'obstacle à la compétence.

M. MacINNIS: Combien de jeunes gens font des études universitaires?

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Tous ceux qui ont les aptitudes requises.

M. MacINNIS: Non.

Des VOIX: Oui.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Je parle en connaissance de cause. J'affirme sans aucune hésitation que tout Canadien de talent qui désire suivre des cours universitaires peut le faire.

J'en arrive maintenant à parler des possibilités du succès par l'effort. Le prix de l'effort! Là-dessus notre parti ne transige pas. Nous ne demandons pas mieux que d'aider les gens qui cherchent sincèrement à réussir, ceux par exemple qui tentent d'assurer par des contributions leur propre sécurité.

Monsieur l'Orateur, la nature et nos pères nous ont assuré un bel héritage auquel nous avons ajouté par nos efforts et nos sacrifices. Jusqu'ici, nos progrès ont été le fruit du libre jeu de l'esprit humain dans tous les domaines, y compris l'économique. D'aucuns se plaisent à souligner le merveilleux essor du pays en temps de guerre, sous un régime de réglemen-

tation. Il est vrai que durant la guerre il nous a fallu recourir à la réglementation pour concentrer nos efforts, mais pour l'esprit subtil, il est patent que nos réalisations ont été le fruit de ces mêmes qualités d'énergie et d'initiative dont le capitalisme a fait preuve en temps de paix.

Ces qualités, la très grande majorité de la population les croit indispensables à nos progrès futurs.

Les gens ne sont pas bêtes. Ils savent bien qu'on ne pourra demain, jamais peut-être, les débarrasser de toutes les régies; mais ils veulent qu'on les réduise au minimum. Cependant, les gouvernements devront faire plus que ce qu'ils voudraient. De leur côté, en estimant la valeur du gouvernement qu'ils ont élu, et en étudiant le présent budget, les électeurs doivent se demander si le budget n'est pas conçu tout simplement de façon à permettre au Gouvernement de se garder la meilleure part pour plus tard.

Je crois qu'on ne peut mieux qualifier le présent budget qu'en disant qu'il est théorique, et ne tient à peu près pas compte du citoyen ordinaire. Prenons l'exemple de la taxe de vente qui apportera bien peu de soulagement aux contribuables. N'est-ce pas, en effet, de l'ironie que de supprimer cette taxe, alors que tant de gens sont encore obligés de verser la taxe d'accise de 25 p. 100? Le budget fait bien voir aux Canadiens ce qui arrive,—nécessairement, puisque la nature humaine est ainsi faite,—lorsqu'un gouvernement est trop longtemps à la direction du pays. Le meilleur gouvernement en vient à manifester une outrecuidance mielleuse, à se croire, non pas nécessairement parfait, mais au moins indispensable et à se donner, selon le mot d'un homme d'Etat réputé, la conscience paisible d'une supériorité naturelle. Ainsi, il va jusqu'à croire qu'il peut diriger les affaires d'autrui bien mieux que les intéressés eux-mêmes. A mon avis, étant dans cet état d'esprit, je doute fort que le Gouvernement puisse renoncer à ces pouvoirs aussi vite qu'il le devrait. Il tentera de le faire, mais il se rendra compte que ce n'est pas facile. Cependant, il appartient aux électeurs de juger si le Gouvernement a la largeur d'esprit et le respect de l'opinion publique nécessaires au règlement de ces problèmes. Si j'en juge par les nombreuses critiques suscitées par l'exposé budgétaire, la population saura décider du sort du Gouvernement lors des élections, même s'il lui réserve quelques douceurs électorales.

Je propose donc, appuyé par l'honorable représentant de Souris (M. Ross):